

**PAPY ÉTAIT-IL  
UN  
HÉROS?**



FABRICE MAERTEN (DIR.)

**PAPY ÉTAIT-IL**

**UN** SUR LES TRACES DES HOMMES ET DES  
FEMMES DANS LA RÉSISTANCE PENDANT  
LA SECONDE GUERRE MONDIALE

**HÉROS?**

***Racine***

[www.lannoo.com](http://www.lannoo.com)

Enregistrez-vous sur notre site internet et nous vous enverrons régulièrement une lettre d'information sur nos nouvelles publications, ainsi que des offres exclusives.

**Rédaction :** Fabrice Maerten

**Avec les contributions de :** Nico Wouters

**Couverture :** Studio Lannoo (Nele Reyniers)

**Mise en page :** Keppie & Keppie

Traductions du néerlandais par Michel Perquy

**Photo de couverture :** Sabotage sur la ligne de chemin de fer Louvain-Ottignies par les Partisans armés, 30 juillet 1943 (CegeSoma)

© Éditions Lannoo s.a., Tielt, 2019 et les auteurs

D/2020/45/409 – ISBN 978 94 014 6426 0 – NUR 688

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans une banque de données ou publié sous quelque forme que ce soit, électronique, mécanique ou de toute autre manière, sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

# Sommaire

<b>Remerciements</b>	7
<b>Table des abréviations</b>	11
<b>Avant-propos</b> – Nico Wouters	13
<b><u>PARTIE I</u> LA RÉSISTANCE :</b>	
<b>ENTRE HISTOIRE ET MÉMOIRE</b>	15
<b>1 — La Résistance : un passé oublié ?</b> – Nico Wouters	17
Après la Libération : une Résistance orpheline	18
Divisions internes	21
Une autre pomme de discorde :	
les mémoires de la guerre flamande et francophone	25
Quel récit pour la Résistance ?	29
Figée dans le temps (1969-1995) ?	32
Un repêchage pour l'histoire ?	36
<b>2 — La Résistance en Belgique : patriotes, communistes</b>	
<b>et autres antifascistes</b> – Fabrice Maerten	39
La mise en place des principales composantes	39
Les facteurs de développement	41
Les réseaux et mouvements : composition et action	43
Les résistants	63
Épilogue : des lendemains qui déchantent	70
Un bilan en demi-teinte	71
<b>3 — Les statuts de reconnaissance nationale :</b>	
<b>un reflet précis, mais parfois trompeur</b> – Fabrice Maerten	81
Le statut d'agent de renseignements et d'action	81
Le statut de la résistance armée	85
Le statut des résistants civils (et des réfractaires)	90
Le statut des résistants par la presse clandestine	93
Le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit	95
Les statuts de résistant au nazisme dans les régions annexées	
et des évadés de la guerre de 1940-1945	98
Les distinctions honorifiques	101

<b><u>PARTIE II</u></b>	<b>AU FIL DES ARCHIVES</b> – Fabrice Maerten	<b>103</b>
<b>1</b>	<b>En guise de préambule</b>	<b>105</b>
	Un projet à la fois ambitieux et limité	105
	Pour aller au plus court	112
	Coordonnées des principaux lieux de conservation	116
	<b>LES FONDS PRODUITS SOUS L'OCCUPATION</b>	<b>125</b>
<b>2</b>	<b>En Europe envahie</b>	<b>127</b>
	Par les groupes ou individus liés à la Résistance	127
	Par les structures traditionnelles belges tolérées par l'occupant	129
	Par les collaborateurs	133
	Par les Allemands	135
<b>3</b>	<b>En territoire allié ou neutre</b>	<b>141</b>
	Par les autorités belges	141
	Par les autorités britanniques et suisses	143
	<b>LES FONDS PRODUITS APRÈS LA LIBÉRATION</b>	<b>149</b>
<b>4</b>	<b>Relatifs aux statuts de reconnaissance nationale, aux distinctions honorifiques et aux autres avantages liés aux statuts</b>	<b>151</b>
	Par des structures belges	151
	Par des structures étrangères	240
<b>5</b>	<b>Relatifs aux autres traces de l'activité des résistants laissées dans l'immédiat après-guerre dans un but non mémoriel ou non historique</b>	<b>257</b>
	Par des structures belges	257
	Par des structures étrangères et internationales	278
<b>6</b>	<b>Relatifs aux traces de l'activité des résistants laissées après-guerre dans un but mémoriel ou historique</b>	<b>283</b>
	Mémoires, souvenirs de résistants	283
	Fonds et collections	305
<b><u>PARTIE III</u></b>	<b>ANNEXES</b> – Fabrice Maerten	<b>321</b>
	<b>Bibliographie sélective</b>	<b>323</b>
	<b>Chronologie</b>	<b>337</b>
	<b>Index</b>	<b>347</b>

# Remerciements

Cet ouvrage n'aurait pu voir le jour sans les contributions et les informations fournies par de nombreux archivistes, bibliothécaires, fonctionnaires et historiens belges et étrangers. Qu'ils en soient ici remerciés.

Ont ainsi contribué à ce guide par l'envoi de textes généralement fondus dans la description des sources :

- N.V. Baburin (Archives d'État de la Fédération de Russie), archives soviétiques relatives au rapatriement des Soviétiques localisés en Belgique après la Libération, conservées dans les Archives nationales russes.
- Pierre Balcaen (ex-musée de Folklore de Mouscron), archives conservées dans ce musée.
- Ludo Bettens et Micheline Zanatta (IHOES), archives conservées à l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale.
- Johannes Blum (Woluwé-Saint-Lambert), collection personnelle d'interviews de rescapés des camps nazis et de résistants, conservées à la Fondation Auschwitz et à *Kazerne Dossin*.
- Paul Brown (*National Archives*, Washington), archives conservées dans les archives nationales américaines.
- Nicolas Bruaux (Ville de Namur-Archives), archives conservées dans ce service.
- Jonas Champion (Université du Québec à Trois-Rivières), archives de la gendarmerie et des polices.
- Marcelle Cinq-Mars (Bibliothèque et Archives Canada), archives conservées dans les archives nationales canadiennes.
- Neil Cobbett (*The National Archives of the United Kingdom*), archives conservées dans les archives nationales britanniques.
- Alain Colignon (Archives de l'État/CegeSoma), première ébauche de la chronologie.
- Sophie Collette (Musée juif de Belgique), archives conservées dans ce musée.
- Virginie Coumans et Christian Vreugde (Archives de la ville de Bruxelles), archives conservées dans ce centre d'archives.

- Pierre Dehove (Archives de l'évêché de Tournai), archives conservées à l'évêché de Tournai.
- Thierry Delplancq (Archives de la ville et du CPAS de La Louvière), archives conservées dans ce service.
- Luc Demoulin (Bibliothèque Ulysse Capitaine), collections conservées dans cette bibliothèque.
- Gert De Prins (Archives de l'État/Service Archives des victimes de la guerre), archives conservées dans ce service.
- Kim Descheemaeker (*Liberas*), archives conservées dans ce centre d'archives.
- Gertjan Desmet (Archives de l'État/CegeSoma), archives de la Commission de la reconnaissance nationale, de la Croix des évadés et de la justice militaire.
- Paul Dostert (Luxembourg), archives conservées dans les archives publiques au grand-duché de Luxembourg.
- Justine Frigo (Territoires de la mémoire), archives conservées dans cette institution.
- Patricia Gillet (Archives nationales de France), archives conservées dans les archives nationales françaises.
- James Gilmore (*United States Holocaust Memorial Museum*), archives conservées dans ce musée.
- José Gotovitch (CARCOB), archives conservées au Centre des archives du communisme en Belgique.
- Carine Gouvienne (Archives de la ville et du CPAS de Charleroi), archives conservées dans ce service.
- Els Herrebut (Archives de l'État à Eupen), archives conservées dans ce dépôt.
- Erik Janssen (Centre de documentation du musée de l'Armée et d'Histoire militaire), archives conservés dans ce centre.
- Madeleine Jacquemin (Archives générales du Royaume), archives de la SNCB relatives à l'Occupation.
- Chantal Kesteloot (Archives de l'État/CegeSoma), archives relatives au Mouvement wallon.
- Guido Koller (Archives fédérales suisses), archives conservées dans les archives fédérales suisses.
- Godfried Kwanten (*KADOC*), archives conservées dans les institutions du monde catholique.
- Pieter-Jan Lachaert (*Stadsarchieff Gent*), archives conservées dans les Archives de la ville de Gand.



- Frank Langenaken (CEDOM), archives conservées au Centre d'études et de documentation maçonnique du Grand Orient de Belgique.
- Thomas Menzel (*Bundesarchiv Freiburg*), archives militaires conservées dans les archives fédérales allemandes.
- Daniel Meynen (Archives de l'évêché de Namur), archives conservées à l'évêché de Namur.
- Emmanuelle Moscovitz (*Yad Vashem*), archives conservées dans cette institution.
- Sophie Milquet (Fondation de la mémoire contemporaine), archives conservées dans cette institution.
- Arlette Musick (Institut Émile Vandervelde), archives conservées dans cet institut.
- Jan Naert (*Stadsarchief Antwerpen-Felixarchief*), archives conservées dans les Archives de la ville d'Anvers.
- Solveig Nestler (*Bundesarchiv Berlin*), archives de la *Stiftung Archiv der Parteien und Massenorganisationen der DDR* conservées dans les archives fédérales allemandes à Berlin.
- Guillaume Rimbaud (ALPHAS), archives conservées dans cette institution.
- Dimitri Roden (Mémorial national du fort de Breendonk), archives allemandes en Belgique et archives d'Otto Gramann, conservées au mémorial.
- Laurence Schram (*Kazerne Dossin*), interviews conservées dans le centre de documentation de cette institution.
- Antony Smal (Bibliothèque universitaire Moretus Plantin), fonds Camille et Camille-Jean Joset conservés dans cette bibliothèque.
- Sarah Timperman (Fondation Auschwitz), archives conservées dans cette institution.
- Amandine Thiry (UCLouvain/*UGent*) et Jan-Julia Zurné (*Radboud Universiteit*), archives des parquets.
- Mathieu Triffaux (musée de la Résistance de Belgique), archives du Front de l'indépendance conservées dans le centre de documentation du musée.
- Gerrit Vanden Bosch (Archives de l'archevêché de Malines-Bruxelles), archives conservées à l'archevêché de Malines-Bruxelles.
- Veerle Vanden Daelen (*Kazerne Dossin*), archives conservées dans le centre de documentation de cette institution.
- Frans van Domburg (*Stichting 1940-1945*), archives de la *Stichting 1940-1945* conservées aux archives nationales néerlandaises.

- Lawrence Van Haecke (SNCB), archives du Front de l'indépendance conservées au musée de la Résistance de Belgique et au CegeSoma.
- Etienne Verhoeyen (ex-VRT), archives du service de renseignements Clarence et du SOE en Belgique, informations sur les réseaux français et néerlandais actifs en Belgique.
- Marc Verschooris (Gand), archives Raphaël Schotte et de la police judiciaire.
- Sofie Vrielynck (*Amsab-ISG*), archives conservées dans ce centre d'archives.
- François Welter (CARHOP), archives conservées dans ce centre d'archives.
- Ronny Wierinckx (Centre de documentation historique de la Défense), archives conservées à la Défense.
- Bart Willems (Archives de l'État à Anvers-Beveren), archives des sections allemandes des prisons belges et des comités provinciaux de la Commission de la reconnaissance nationale.
- Torsten Zarwel (*Bundesarchiv Berlin*), archives de la justice allemande conservées au *Bundesarchiv Berlin*.

Enfin, ont contribué à ce guide par la transmission d'informations utiles :

- Michaël Amara (Archives générales du Royaume), François Antoine (Archives de l'État à Bruxelles), Fred Cammaert (Pays-Bas), Emmanuel Debruyne (UCLouvain), Baudouin D'Hoore (Archives de l'État/ Archives du Palais royal), France Dubois (sous-section Notariat de la Défense), Muriel Dubois (service Noblesse et Ordres, Affaires étrangères), Christian Dury (Archives de l'évêché de Liège), Marie-France Hanon (CARCOB), Marie Marchand (Fraternelle des agents parachutistes), Eva Muys (Centre de documentation historique de la Défense), Frédéric Quéguineur (Service historique de la Défense, Vincennes), Corine Schroeder (Archives nationales de Luxembourg), Heidi Van Peer (VRT).

# Liste des abréviations

- AGR : Archives générales du Royaume
- AL : Armée de la libération
- AL : *Allgemeine List*
- ALPHAS : Atelier liégeois pour la promotion de l'histoire et des archives sociales
- AS : Armée secrète
- BAL : *List über Bestätigung und Aufhebung von Urteilen*
- BCRA : Bureau central de renseignements et d'action
- BRAREA : Bureau de recherche sur l'aide rendue aux aviateurs alliés
- BRT : *Belgische Radio en Televisie*
- CABR : *Centraal Archief Bijzondere Rechtspleging*
- CARCOB : Centre des archives du communisme en Belgique
- CCP : Commission de contrôle politique
- CDDR : Centre de documentation et de recherche sur la Résistance (Luxembourg)
- CDH : Centre de documentation historique de la Défense
- CDJ : Comité de défense des Juifs
- CEDOM : Centre d'études et de documentation maçonnique (du Grand Orient de Belgique)
- CegeSoma : Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines
- CLS : Comités de lutte syndicale
- CNPPA : Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit
- CNR : Conseil national de la Résistance (Luxembourg)
- CREHSGM : Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale
- DACOB : *Documentatie- en Archiefcentrum van de communistische beweging*
- DGER : Direction générale des études et recherches (France)
- DIR : Déportés-internés de la Résistance (France)
- FARREFC : Fédération des amicales de réseaux Renseignements et Évasion de la France combattante
- FFC : Forces françaises combattantes

- FFI : Forces françaises de l'intérieur
- FFL : Forces françaises libres
- FI : Front de l'indépendance
- FO : *Foreign Office*
- Fonprispol : Fonds des prisonniers politiques
- GFP : *Geheime Feldpolizei*
- IHOES : Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale
- MB : *Moniteur belge*
- MI9 : *Military Intelligence Section 9*
- m.l. : mètres linéaires
- MNB : Mouvement national belge
- MNR : Mouvement national royaliste
- MP : Milices patriotiques
- MRAH : Musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire
- MRB : Musée de la Résistance de Belgique
- NSDAP : *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*
- OMBR : Organisation militaire belge de résistance
- ONAGVG : Office national des anciens combattants et victimes de guerre (France)
- PA : Partisans armés
- PC(B) : Parti communiste (de Belgique)
- POWN : Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance
- PSC : Parti social chrétien
- PWE : *Political Warfare Executive*
- RNJ : Rassemblement national de la jeunesse
- SAVG : Service archives des victimes de la guerre
- SDR : Service documentation et recherches
- SHD : Service historique de la Défense (France)
- Sipo-SD : *Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst*
- SPF : Service public fédéral
- SRA : Services de renseignements et d'action
- SGARA : Service général des agents de renseignements et d'action
- SIS : *Secret Intelligence Service*
- SOE : *Special Operations Executive*
- UFAS : Union des fraternelles de l'Armée secrète
- UNPC : Union nationale de la presse clandestine
- USHMM : *United States Holocaust Memorial Museum*
- USRA : Union des services de renseignements et d'action
- VRT : *Vlaamse Radio- en Televisieomroeporganisatie*
- WO : *War Office*

## Avant-propos – Nico Wouters

En 2017, Koen Aerts (*UGent*), Pieter Lagrou (ULB), Dirk Luyten, Bart Willems et Paul Drossens (tous trois, Archives de l'État) publiaient un guide des sources sur la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale et la répression d'après-guerre. Par son titre un tant soit peu provocateur, *Papy était-il un nazi ?*, le livre n'est pas passé inaperçu<sup>1</sup>. Comme il répondait à une demande sociétale, il est devenu rapidement un outil indispensable. Presque aussitôt, des voix se sont fait entendre pour réclamer un livre analogue sur la Résistance, c'est-à-dire sur les personnes qui se sont organisées dans la clandestinité pendant la Seconde Guerre mondiale pour combattre l'occupant allemand. Le Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines (CegeSoma) et les éditions Lannoo ne sont pas restés sourds à cette demande. Il n'a d'ailleurs pas fallu longtemps pour trouver un titre : *Papy était-il un héros ?* Cette publication complète donc le diptyque.

Aujourd'hui, 75 ans après la Libération, l'intérêt sociétal pour la Seconde Guerre mondiale continue à croître. Le nombre de demandes adressées aux archivistes et historiens concernant la Seconde Guerre mondiale ne cesse d'augmenter. Mais la nature des questions change progressivement. L'accès à l'information et au savoir s'est évidemment démocratisé. La numérisation a conduit à une plus large diffusion de toujours plus d'informations. L'époque d'un expert unique à la hauteur des faits et susceptible de communiquer « la vérité » est bel et bien révolue. Des citoyens critiques cherchent à se faire eux-mêmes une opinion et exigent à juste titre un niveau de qualité toujours plus élevé. Si cette évolution est louable en soi, elle place cependant les professionnels – dans ce cas des archivistes et des historiens – devant un défi. De plus en plus de gens entament un projet de recherche spécialisé, par exemple un livre sur l'histoire de leur famille. C'est pourquoi nous devons rechercher de nouveaux outils permettant de mieux orienter les personnes vers l'information et les sources historiques. L'objectif de ce guide est de

---

1 Koen Aerts, Dirk Luyten, Bart Willems, Paul Drossens et Pieter Lagrou (dir.), *Papy était-il un nazi ? Sur les traces d'un passé de guerre*, Bruxelles, 2017. L'ouvrage est aussi paru en néerlandais sous le titre *Was opa een nazi? Spuren naar het oorlogsverleden*.

baliser cette voie. Ce qui signifie répondre à des questions du genre : existe-t-il encore une information sur tel ou tel sujet ? De quel type d'information s'agit-il ? Comment y avoir accès et que faire ou ne pas faire avec cette information ? Par ce guide des sources, nous souhaitons donc faire découvrir l'histoire à toute personne désireuse d'entamer une recherche : membres ou proches parents d'une famille, mais également chercheurs professionnels ou historiens amateurs, journalistes, enseignants et politiciens.

Il existe un besoin d'outils de ce genre. L'internet est la plupart du temps la première source d'information, mais il est souvent difficile d'y distinguer les arbres à travers la forêt. Nous constatons que malgré – ou précisément à cause de – l'abondance des données, les personnes utilisent parfois des informations erronées. Quelles sources d'information sont-elles vraiment fiables ? Nous vivons à une époque de « faits alternatifs ». La désinformation, délibérée ou non, constitue une source de polarisation sociale. On a donc plus que jamais besoin de « panneaux de signalisation », qui ne suffisent cependant pas en soi. Il est tout aussi important d'acquérir une connaissance du contexte historique plus vaste. C'est pourquoi ce guide contient aussi des chapitres sur le contexte historique et les représentations de la Résistance (avec un grand « R », pour distinguer les structures de l'activité de résistance). Cela peut être très utile pour aborder l'information trouvée dans les sources.

Je tiens à remercier tous les contributeurs et leurs institutions pour le temps qu'ils ont investi dans ce livre important. Je remercie en particulier Fabrice Maerten, un des plus grands spécialistes belges de la Résistance, qui a tiré ce projet avec l'enthousiasme et le sérieux qu'on lui connaît. Je suis aussi sincèrement reconnaissant envers les éditions Lannoo-Racine pour le professionnalisme avec lequel ils ont soutenu ce projet.

PARTIE I

# **La Résistance : entre histoire et mémoire**





# 1

## La Résistance : un passé oublié ?<sup>2</sup>

– Nico Wouters

Le cliché le plus répandu sur le passé de l'Occupation en Belgique est qu'il n'a jamais été « assimilé ». En ce qui concerne la Résistance, il semblerait que le terme « oublié » soit plus approprié. Alors qu'en France et aux Pays-Bas, tous les écoliers connaissent les héros de la Résistance nationale Jean Moulin ou Hannie Schaft, la Résistance est quasiment absente de la mémoire collective en Belgique. Après 1944, elle n'a pas réussi à monnayer son pouvoir politique, ni sa légitimité morale, ni le grand nombre de ses membres en une forte culture de la mémoire.

Les connaissances relatives à la Résistance en Belgique se limitent trop souvent à des représentations stéréotypées et elles sont généralement négatives. C'est plutôt étrange pour un groupe qui s'est trouvé « du bon côté » de l'histoire. Le stéréotype le plus populaire est probablement que la Flandre a collaboré et que la Belgique francophone était dans la Résistance. Une deuxième image à la vie dure est qu'un grand nombre de résistants n'ont pris le train en marche qu'au dernier moment – les soi-disant « résistants de la dernière heure » – puisque les « vrais » résistants n'avaient généralement pas survécu à la guerre. D'après une troisième image dominante, la Résistance n'a été d'aucune utilité et n'a fait que mettre inutilement en danger des vies humaines. Une quatrième représentation évoque les résistants comme des aventuriers inconscients (dans le meilleur des cas) ou des criminels (dans le pire des cas). Cette criminalisation des résistants est surtout vivace en Flandre. Mais en Belgique francophone aussi, cette vision négative est plus répandue qu'on ne le croirait, surtout dans les milieux ruraux. Il existe

---

2 Cette introduction est basée sur les recherches et les conclusions de (par ordre alphabétique) Koen Aerts, Bruno Benvindo, Marnix Beyen, Bruno De Wever, José Gotovitch, Chantal Kesteloot, Pieter Lagrou et Evert Peeters. Je dois aussi une profonde gratitude envers Fabrice Maerten et Chantal Kesteloot pour leurs remarques sur la première version de ce texte.

pourtant aussi des images positives de la Résistance. L'une d'entre elles fait des membres de la Résistance de purs idéalistes, combattant pour un idéal apolitique et écartés brutalement du pouvoir après la Libération par la soif de pouvoir des partis traditionnels. Un autre exemple évoque la Résistance défendant la démocratie parlementaire pluraliste et libérale et se faisant ainsi la testatrice directe de notre État de droit.

Ce guide des sources n'a pas l'ambition de remplacer toutes ces images de la Résistance par une vérité unique. Mais il voudrait réorienter les regards vers son histoire, dans toute sa complexité et sa diversité. C'est pour-quoi, en guise d'introduction, un aperçu sommaire de l'histoire de ces représentations n'est pas un luxe superflu.

## **Après la Libération : une Résistance orpheline**

Ce qui s'est passé dans les semaines de la Libération a souvent constitué la base des représentations ultérieures. Et pour la Résistance belge, les choses se sont mal engagées dès le début. Dès après le débarquement allié du 6 juin 1944, les résistants ont intensifié leur action dans le but de participer eux aussi à la libération du territoire. Mais la progression des libérateurs a été si rapide que la Résistance belge n'a pas pu revendiquer d'importants mérites militaires. Elle s'est retrouvée ainsi un peu esseulée et contrainte de se repositionner dans une Belgique libérée.

De retour de Londres en septembre 1944, le gouvernement Pierlot (Hubert Pierlot, 1883-1963) se soucie avant tout de sa propre position précaire. Il se méfie des fortes influences communistes et royalistes au sein de la Résistance. Aussi son premier réflexe est-il de prendre le contrôle de la résistance armée. La meilleure solution, songe-t-il, est de l'intégrer dans les structures étatiques. Le 8 septembre 1944, huit organisations de résistance armée obtiennent une reconnaissance légale. Quelque 80 000 volontaires clandestins entreraient donc du coup au service de l'État. Le gouvernement leur fait miroiter qu'ils formeront l'épine dorsale d'une sorte d'armée belge renouvelée. La Résistance semble se voir attribuer ainsi un rôle important dans la reconstruction institutionnelle et morale du pays. Exactement comme une large frange de la Résistance se l'était imaginé.

En réalité, le gouvernement Pierlot ne sait pas quoi faire de ces résistants. Et puis, la pression des Alliés augmente. Eux aussi se méfient des communistes et des léopoldistes. C'est ce qui explique que ce gouvernement renverse bien vite la vapeur. Le 13 novembre 1944, il ordonne la démobilisation de la Résistance. Cela signifie que les résistants sont tenus de rendre leurs armes, ce



Les membres du FI et d'organisations liées au PCB, comme ici les Jeunes gardes socialistes unifiés (JGSU), manifestent en vain à Bruxelles le 25 novembre 1944 pour empêcher le désarmement de la Résistance et faire tomber le gouvernement Pierlot. (CegeSoma)

qui enterre du coup l'idée d'une grande et nouvelle « armée de résistants ». La Résistance se voit remerciée pour services rendus et priée de rentrer dans ses pénates. Ses membres peuvent évidemment prendre du service en tant qu'individu, comme tout autre citoyen. C'est d'ailleurs ce qui se passe : en mai 1945, quelque 25 000 anciens résistants ont individuellement intégré l'armée.

Le Parti communiste de Belgique (PCB) flaire une opportunité politique. Il dispose d'une forte légitimité sur la base de sa vaste organisation de résistance, le Front de l'indépendance (FI). Aussi appelle-t-il pour le 25 novembre 1944 à une marche de protestation contre la « politique anti-Résistance » du gouvernement. C'est un fiasco. La population se préoccupe de bien d'autres choses et peu de monde se mobilise. En plus, la marche dégénère en un affrontement violent. Bref, les communistes ont misé sur le mauvais cheval. Il apparaît du même coup que si le FI était un mouvement de

résistance tout à fait efficace en temps de guerre, il ne fonctionne pas comme mouvement politique dans une Belgique libérée.

En fait, il y a donc très vite une « rupture » entre le gouvernement et la Résistance. Une intégration dans l'État, qui aurait pu constituer une base de pouvoir politique durable pour la Résistance dans la Belgique d'après-guerre, échoue. La cause sous-jacente en est que les réseaux traditionnels du pouvoir en Belgique – partis politiques, syndicats, institutions publiques – cherchent surtout à rétablir l'ordre d'avant-guerre. Ne s'étant pas engagés de manière organisée dans la Résistance, ils sortent relativement intacts de l'Occupation. Une nouvelle force telle que la Résistance risque de devenir un concurrent redoutable (même littéralement, puisqu'elle est armée). En plus, la majorité des victimes de la Seconde Guerre mondiale en Belgique sont essentiellement des Juifs (étrangers) et des communistes. Ils peuvent difficilement apparaître comme les porteurs de la nouvelle identité belge.

Un autre élément de cette période de la Libération qui jouera dans les représentations collectives, c'est l'association de la Résistance à la violence. Dans les premières semaines qui suivent l'arrivée des Alliés, des résistants se présentent dans un grand nombre de villes et villages comme alternative aux autorités légales, surtout là où les services d'ordre ou les administrateurs locaux demeurent absents. Parfois, ils s'emparent même (le plus souvent, très brièvement) des maisons communales, les armes à la main. Ils se concentrent surtout sur l'arrestation et la surveillance de collaborateurs, qu'ils soient présumés ou non. Il existe à la fin de 1944 quelque 170 centres d'internement renfermant quelque 80 000 internés. C'est une arme à double tranchant. L'on peut très bien argumenter d'une part que la Résistance a assumé ainsi un rôle responsable en soutenant une transition administrative ordonnée et en protégeant les collaborateurs de la vindicte populaire. Mais l'on peut avancer d'autre part qu'en cette circonstance, la Résistance a outrepassé ses compétences, constituant de fait une menace pour l'État démocratique. C'est ce dernier élément qui pèsera finalement le plus lourd dans les mémoires. En 1944-45, l'image d'un éventuel coup d'État par les communistes ou des militaires royalistes est cultivée sciemment dans le but de délégitimer la Résistance et de s'assurer du soutien des Alliés. Après-coup, il apparaîtra que tout cela a été fortement exagéré, mais la perception demeurera.

Le rôle de la Résistance dans les représailles à l'encontre des collaborateurs est comparable. Pendant, mais aussi après l'été 1944, des assassinats politiques sont perpétrés sur des collaborateurs présumés ou non. Les auteurs demeurent souvent inconnus ou impunis (surtout grâce à la « loi d'amnistie » de l'été 1945 qui passe l'éponge sur certains « crimes patriotiques »). Des bandes

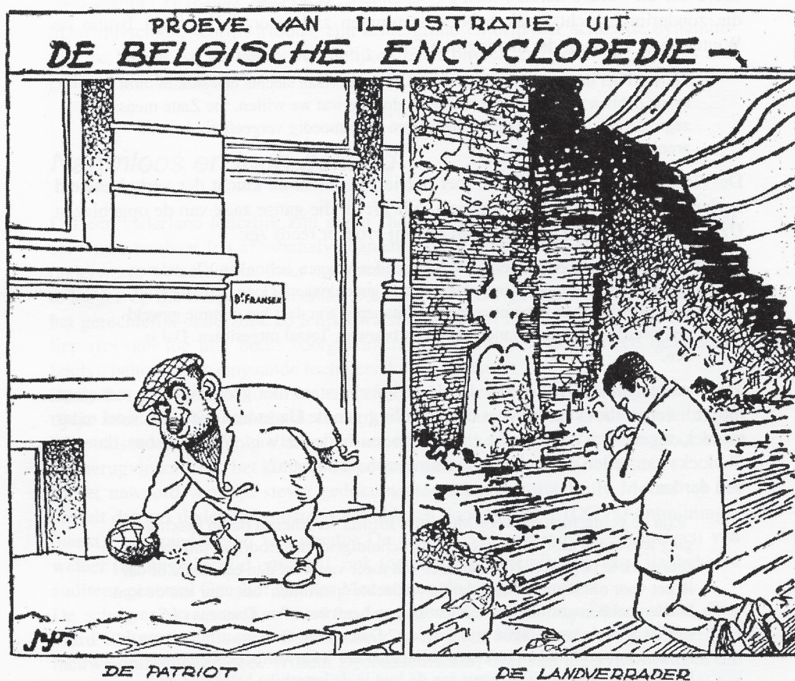


Le dynamitage de la tour de l'Yser perpétré en mars 1946 détruit complètement l'édifice et attise la rancœur des nationalistes flamands à l'encontre des résistants. (CegeSoma)

criminelles organisées profitent de ce contexte pour commettre de purs délits de droit commun. La justice belge marche sur la corde raide en devant faire la distinction entre des crimes politiques (commis par des résistants contre des collaborateurs) et la criminalité « normale ». Elle doit aussi tenir compte de l'opinion publique, assoiffée de vengeance après la Libération et faisant souvent preuve d'indulgence envers la violence commise contre des collaborateurs. Et il y a évidemment aussi la répression populaire. Après la Libération, il arrive que des résistants participent à des actions locales spontanées ou non contre des collaborateurs (présumés) et recommencent en mai 1945. Cela reste jusqu'à aujourd'hui un sujet épineux. Des tas de mythes circulent à ce propos, mais il n'y a en fait jamais eu de recherche en profondeur pour bien évaluer le rôle de la Résistance dans cette répression. En Flandre, l'incident le plus emblématique à ce propos est l'attentat contre la tour de l'Yser à Dixmude. Dans la nuit du 15 au 16 mars 1946, la tour est dynamitée. Les auteurs de cet attentat n'ont jamais été appréhendés. Plus tard, le monument reconstruit deviendra le point d'ancrage d'une culture commémorative antibelge. Bref, il existe dès le début de cette période de transition divers éléments constitutifs de la « criminalisation » de la Résistance dans les représentations ultérieures.

## Divisions internes

Pendant l'Occupation, le paysage de la Résistance est très pluraliste mais néanmoins uni dans le combat contre les Allemands. Mais dès que l'ennemi



Dans cette caricature parue dans le journal nationaliste flamand *Het Pallieterke* du 26 août 1948, le résistant patriote belge est présenté comme un bandit et le « traître au pays » comme un catholique pieux. (Illustration reprise de Hector Van Oevelen, *50 jaar 't Pallieterke, vrij en vranks*, t.1: 1945-1960, Anvers, 1998, p. 122)

commun disparaît après la Libération, ce pluralisme se mue bien vite en division. Celle-ci se manifeste une première fois au sujet de la politique de reconnaissance. Le gouvernement belge n'a pas de projet clair pour l'intégration de la communauté résistante au sein de l'État. En guise de compensation, il développe rapidement une politique de reconnaissance prévoyant des indemnités morales et matérielles. Cette politique s'inspire partiellement d'une approche comparable après la Première Guerre mondiale. Le premier statut officiel est celui des Agents de renseignements et d'action, autrement dit, les espions intérieurs. Il s'agit d'un statut militaire, créé assez tôt par un premier arrêté-loi du 20 janvier 1944. La conception en est aussi relativement élitaire : seules 5 266 personnes obtiennent la reconnaissance complète.

Une politique de reconnaissance élargie est concrétisée par le gouvernement dirigé par le socialiste Achille Van Acker (1898-1975), appelé Van Acker II (août 1945-février 1946). C'est le gouvernement dit « de la Résistance » parce que sept de ses dix-huit ministres ont un passé dans la Résistance. Le Conseil national de la Résistance officiellement installé peu après la mise sur pied du

gouvernement Van Acker I, soit le 23 mars 1945, propose un nouveau statut officiel élargi, celui du « résistant armé ». Il s'agit manifestement d'une sorte de compensation pour la manière bancale dont a été menée la (dé)mobilisation en 1944. La prédominance de l'Armée secrète (AS) fait que ce statut est de nouveau taillé sur mesure pour une carrière militaire. Les organisations se voient récompensées sur base du nombre de leurs membres reconnus. Il en découle involontairement une forte compétition mutuelle pour faire passer un maximum de personnes à travers les arcanes de la procédure. L'historien Pieter Lagrou parle même de « fraude à la reconnaissance ».

Cependant, l'État belge poursuit dans la voie entamée. Il développe de nouveaux règlements et de nouveaux statuts, parmi lesquels ceux de résistant civil, de réfractaire au travail obligatoire, d'ouvrier déporté et un peu plus tard encore, de résistant par la presse clandestine. Avec chaque fois des tiraillements et autres chicaneries politiques sur les critères et les attributions.

Le troisième volet de la politique des statuts est celui des prisonniers politiques (1947). La Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit (CNPPA) fondée en 1946 est une organisation unitaire nationale pluraliste. Les divergences idéologiques de ses membres doivent s'incliner devant la force unificatrice du combat contre le nazisme. Mais ce statut n'échappe pas non plus à la compétition politicienne.

Si la Résistance belge obtient bel et bien une reconnaissance officielle de la part de l'État belge, la manière dont ce processus se déroule s'avère finalement contreproductif. La reconnaissance politique ne débouche pas sur l'unité. Au contraire, elle suscite surtout des tiraillements politiques et de la bureaucratie. Le résultat concret n'est rien d'autre qu'une sorte de compétition entre les victimes. Elle aggrave et bétonne les dissensions internes. Les conséquences en sont considérables. Il s'agit en effet de bien davantage que de compensations matérielles. Ce sont le cœur et l'âme même de la Résistance qui sont en jeu ici : qu'est-ce que la résistance et qui a le droit de parler en son nom ? Il est probable que la Résistance a, de la sorte, fortement terni son image dans l'opinion publique. Cela constituera le fondement de l'image négative du « résistant de la dernière heure qui n'hésite pas à se faufiler dans la file pour passer à la caisse ».

Ces divisions internes ne feront que s'aggraver. La Résistance a la malchance de se retrouver en plein milieu des questions d'après-guerre les plus susceptibles de semer la discorde : la répression de la collaboration, la Question royale et la Guerre froide.

Des organisations de résistance ne commencent à se mobiliser vraiment au niveau de la politique de répression que lors de l'entrée en fonction du



Les responsables de la Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit (CNPPA) témoignent de l'unité de leur organisation en pleine Question royale en se faisant photographier devant le lion flamand et le coq wallon. L'affiche qui appelle à manifester le 25 juin 1950 contre l'amnistie souligne un des éléments essentiels de leur combat. (CegeSoma)

gouvernement Spaak (Paul-Henri Spaak, 1899-1972) en 1947. Leur cible est surtout la politique de répression jugée trop laxiste du ministre de la Justice du Parti social-chrétien (PSC), Paul Struye (1896-1974). Le Comité national d'action et de vigilance réussit en novembre 1948 à contraindre Struye à la démission, ce qui est considéré comme une grande victoire pour la Résistance organisée en tant que groupe de pression politique. Effrayé et par souci stratégique, le gouvernement décide d'associer plus étroitement le Comité (et les milieux patriotiques) au processus de décision. Dans la pratique, le Comité n'exercera que peu d'influence, mais il participera bien à la politique gouvernementale en matière de grâces. Cette implication dans le pouvoir conduira cependant à davantage de division au sein de la grande communauté des résistants. Les adversaires radicaux d'un adoucissement de la répression s'opposent à ceux qui font preuve d'une certaine compréhension.

Mais le véritable clou au cercueil de l'unité nationale de la communauté des résistants est sans doute la Question royale. Cette bombe qui sommeille depuis 1945 sous la politique belge, explose en 1950 sous la forme de protestations violentes et d'un référendum national qui divise le pays en deux. La mouvance léopoldiste parmi les résistants affronte alors radicalement l'aile gauche de la Résistance dans laquelle se trouvent les opposants les plus farouches à Léopold III (1901-1983). La question provoque l'éclatement du



Comité national d'action et de vigilance. La Confédération nationale des prisonniers politiques et ayants droit (CNPPA), emmenée par son président Léopold Ros (1899-1976), intercède activement pour l'abdication de Léopold III en 1951. Ros présente l'événement comme un grand succès : il a contribué à préserver l'unité du pays. Mais en réalité, cela lui revient comme un boomerang. D'abord, la mouvance léopoldiste au sein de la Résistance prend distance, pleine de rancœur. En plus, c'est comme si l'organisation des prisonniers politiques avait renié la majorité démocratique flamande qui s'était prononcée en faveur du Roi lors du référendum.

Au même moment commence la Guerre froide. Les communistes quittent le gouvernement dès 1947 et ne jouent plus qu'un rôle marginal dans la politique belge. Le gouffre qui sépare l'aile communiste de la droite de la Résistance devient progressivement insurmontable, provoquant dès 1952 un conflit au sein de la CNPPA comme dans le FI.

## **Une autre pomme de discorde : les mémoires de la guerre flamande et francophone**

Les divisions internes renvoient évidemment aussi aux tensions entre la Belgique néerlandophone et francophone. Dans les deux parties du pays se développent progressivement des cultures de la mémoire différentes voire opposées par rapport à la Seconde Guerre mondiale. La place ou le rôle de la Résistance en constitue un élément important. En Flandre, l'héritage de la Résistance se trouve finalement plus marginalisé et même perçu de manière négative. Pendant l'Occupation, la Résistance est en effet plus importante en Wallonie qu'en Flandre (un rapport d'environ 70-30). Ce qui n'empêche qu'en Flandre aussi, la Résistance a bel et bien été présente de manière significative en 1940-44 : y étaient notamment actifs l'AS, le FI, la *Kempisch Legioen*, le Mouvement national royaliste (MNR) et la *Witte Brigade Fidelio*. Les représentations opposées qu'on a vues naître ultérieurement sur la Résistance en Flandre et en Wallonie n'étaient donc certainement pas préétablies.

Au cours des premières années qui suivent la Libération, les tensions se situent même plutôt à l'intérieur de la Flandre et de la Belgique francophone. En 1945, il n'est pas du tout question d'une identification wallonne avec « la Résistance ». Elle n'apparaîtra que beaucoup plus tard. Après la Libération, la Wallonie doit d'abord étouffer les tendances séparatistes au sein du mouvement wallon radical, entre autres à Liège et à Namur. Il existe en outre un courant antifasciste de gauche qui refait puissamment surface à partir d'une tradition d'avant-guerre. Bien que la mémoire belgo-